

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
78000 Versailles

Versailles, le 15/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



DIELIX (ex SARP biodiesel)

727 Route du Hazay
78520 LIMAY

Références : DIELIX (ex SARP biodiesel) : Action nationale Bande des 100 mètres

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement DIELIX (ex SARP biodiesel) implanté 727 Route du Hazay 78520 LIMAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection au titre de l'action nationale a été menée en supplément d'une inspection programmée au programme pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIELIX (ex SARP biodiesel)
- 727 Route du hazay 78520 LIMAY
- Code AIOT dans GUN : 0006512371
- Régime : Autorisation

L'usine de production de biodiesel de DIELIX a pour vocation d'utiliser un déchet comme matière première : les huiles alimentaires usagées (HAU) et plus généralement les déchets gras des industries agroalimentaires et de la restauration.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Bande des 100 mètres

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Activités	Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Plan de secours	Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Risques	Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Intégration dans le paysage	Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Produits présents sur le site	Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Incendie	Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu et les personnels en charge de l'exploitation sont conscients des dangers et font des exercices réguliers, autant pour la prévention que pour la protection des biens et des personnes.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Activités

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Action nationale 2022, Situation administrative
Prescription contrôlée : Activité principale sur le site Activité connue ou inconnue de l'administration (ICPE, IOTA), régime, n° de rubrique et quantités/volumes associés.
Constats : Le site est autorisé par arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-40451 du 12/12/2016 : 2791-1; A ; Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. Traitement de 80 000 t/an de matières premières grasses, de déchets huileux, de graisses animales et de déchets hydrocarbonés dont 20 000 t/an d'huiles alimentaires usagées, sur la base de 330 j/an, soit environ 240 t/j ; 3410-b ; A ; Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : b) Hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes. Fabrication de glycérol et d'ester méthylique d'acide gras (Biodiesel) à partir de 80 000 t/an (soit 240 t/j) de matières premières grasses, de déchets huileux, de graisses animales et de déchets hydrocarbonés ; 2240-1 ; A ; Traitement de 40 000 t/an de matières premières grasses, ou huile sur la base de 330 j/an, soit environ 120 t/j.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de secours

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Action nationale 2022, Documentation
Prescription contrôlée : Existence d'un plan de secours (PI/ER), date du document et mise à jour, date du dernier exercice (évacuation, incendie...), existence d'un plan des locaux avec la description des dangers et la localisation des moyens de protection incendie. Le plan est-il disponible et transmissible aux services de secours
Constats : L'exploitant est en relation permanente avec la société SARPI, des exercices sont effectués en commun (ex : POI du 29 juin 2021 avec exercices de deux scénarios : flux thermiques et dégagement gazeux, avec exercice de confinement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Actions nationale 2022, Connaissance des dangers
Prescription contrôlée : Connaissance des dangers de son installation et des zones d'effet associées ? Indiquer le scénario le plus pénalisant. Connaissance des dangers venant de l'extérieur sur son installation ?
Constats : Les distances d'effets des aléas pouvant être causées par les installations sont connues : le site dispose d'une étude de dangers qui prend en compte les effets de son exploitation et ceux de la société SARPI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Action nationale 2022, Etat du site
Prescription contrôlée : Présence d'une clôture sur la périphérie du site Propreté des installations
Constats : Le site est clôturé, à l'exception du bord de Seine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Produits présents sur le site

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Actions nationale 2022, Présence de stockage
Prescription contrôlée : Présence de produits/matières combustibles ou de liquides inflammables ou de déchets : Caractéristiques des produits : Nature et localisation : Conformité des matières stockées Existence d'un état des stocks : Etat des stocks tenu à jour : Disponibilité de l'état des stocks : Localisation des stockages avec un plan Existence d'activités à proximité des stockages pouvant entraîner des effets dominos ? Existence d'un risque d'effet domino vers les sites voisins (SEVESO...)
Constats : Les volumes et qualités des produits présents sur le site sont conformes à son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incendie

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Actions nationale 2022, Défense incendie
Prescription contrôlée : Existence d'un système de détection incendie ou équivalent ? Etat du système : Date de la dernière vérification : Référence Réglementaire :Système conforme ou non conforme Existence de moyens de lutte contre l'incendie ? Moyens internes : Moyens externes : Etat des moyens : Date de la dernière vérification : Réglementaire :Système conforme ou non conforme Existence d'une procédure d'intervention (HO et HNO)
Constats : Toutes les dispositions sont prises par l'exploitant et vérifiées lors des exercices communs avec la société SARPI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet